

## *Face aux canicules : un nécessaire coup de chaud sur nos luttes !*

*Les températures sont retombées, mais le dôme de chaleur précoce qui nous a fait suffoquer la semaine dernière ne sera pas qu'un lointain souvenir : nous ne sommes même pas encore au début de l'été et avec le changement climatique causé par le capitalisme, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent.*

**Pour le gouvernement,  
comme pour les patrons :  
circulez, travaillez, y'a rien à voir !**

Alors que des records de température étaient atteints un peu partout sur le territoire, pour le gouvernement, il a été urgent... de ne rien faire.

Dans les hôpitaux, totalement démunis face à la chaleur, les patients comme le personnel ont subi des températures invivables. Ce sont les soignants qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour ne pas mettre les malades en danger, utilisant comme toujours la seule ressource à leur disposition : le système D !

Écoles, collèges et lycées sont restés ouverts, entassant les élèves dans des salles de classe dépassant bien souvent les 30 °C. Les épreuves du bac professionnel ont été maintenues. Alors que le bâti scolaire est totalement inadapté pour faire face aux vagues de chaleur, la loi ne fixe aucun seuil maximal de température dans les salles de classe... comme dans le Code du travail pour les entreprises. Le ministre de l'Éducation a pu tranquillement affirmer que les fermetures d'établissement devaient rester exceptionnelles. Car dans la société capitaliste, dont la priorité est l'exploitation, les gosses doivent être gardés, pour que les parents continuent à travailler, pendant que les patrons restent bien au frais dans leurs salons climatisés.

Pour Tabarot, ministre des Transports : « *L'État n'est pas responsable de tout sur tous les sujets. Il y a les acteurs locaux aussi* ». Farandou, ministre du Travail, a assuré faire confiance aux entreprises du BTP pour préserver la santé des ouvriers en période de forte chaleur...

On devrait compter sur l'empathie des patrons qui nous exploitent toute l'année pour nous protéger ! Et c'est pour cela que chaque année, plus de 700 travailleurs meurent au travail,

notamment à cause de la chaleur, comme ce jeune couvreur de 19 ans mort d'hyperthermie, dans la Drôme la nuit de jeudi à vendredi dernier.

**Pour nous protéger,  
à nous de réagir collectivement**

De fait, la semaine passée a été éprouvante. Après des nuits tropicales dans des appartements qui sont bien souvent des bouilloires thermiques en été, il a fallu prendre les transports étouffants et travailler comme si de rien n'était. Dans les transports en commun, rien n'impose aux sociétés exploitantes de prévoir une climatisation, et, du fait du manque de moyens d'entretien, elle est souvent hors service. Plus de 40 °C ont été relevés dans des TER, comme dans les cabines de conduite des bus. Trains et tramways sont tombés en panne.

L'année dernière en juin, lors d'une vague de chaleur, des grèves et des droits de retrait avaient été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi eu des réactions. Par exemple un débrayage a éclaté au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler sous plus de 40 °C, alors que la clim' des bureaux des chefs renvoyait directement son air chaud... dans les ateliers des ouvriers !

Le capitalisme, avec son mode de production effréné et la pollution qu'il génère, détraque le climat. Il faudra le renverser pour que la planète reste vivable.

En attendant, pas question d'en payer le prix par notre santé et même nos vies. Alors, à nous d'imposer ce qui est nécessaire : des pauses supplémentaires, de quoi nous rafraîchir, ou refuser de travailler lorsque cela nous met en danger.

L'action collective, voilà bien le seul moyen de nous protéger !

## **Flambée des prix, revenus à la traîne Ce n'est plus supportable !**

Depuis la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le prix des carburants atteint des sommets : une catastrophe si on n'a pas d'autre moyen qu'un véhicule pour les déplacements de travail et autres ; une excellente affaire, par contre, pour les compagnies pétrolières, comme Total. Mais pour Lecornu et son gouvernement, pas question d'écorner les profits des pétroliers et de leurs actionnaires. Alors que le rebond de l'inflation gagne l'alimentation et les autres postes du budget, hormis quelques mesurette, ils en sont réduits à demander poliment aux employeurs de verser des primes à leurs salarié.es, sans la moindre « obligation » ! Le simple maintien de notre pouvoir d'achat justifierait pourtant que les salaires, les pensions et les allocations augmentent au moins autant que les prix : un tel mécanisme, qu'on appelle l'« échelle mobile », existait encore au siècle dernier, dans les années 70. Contre l'inflation, il est primordial aujourd'hui de renouer avec cette revendication d'« échelle mobile des salaires, revenus et allocations » et à généraliser dans tous les secteurs les mobilisations pour l'arracher.

## **Pas prendre des vessies pour des lanternes**

La « concurrence » a toujours été un bon prétexte des patrons pour opposer les travailleurs les uns aux autres lorsqu'ils l'estiment « nécessaire » pour supprimer des emplois ou fermer des usines, afin de combler l'insatiable appétit des actionnaires. Le secteur automobile n'y échappe pas, surtout ces dernières années où les constructeurs européens vitupèrent contre « la menace chinoise ». Mais en passant des accords avec les constructeurs chinois Dongfeng et Leapmotor pour produire des voitures dans ses usines européennes en France (Rennes) et en Espagne, la direction de Stellantis démontre que c'est pourtant le moindre de ses soucis. Même chose lorsque Renault collabore avec Geely pour produire des voitures électriques chinoises dans ses usines au Brésil. De fait, invoquer la « concurrence » de l'étranger comme il le font n'est destiné qu'à ceux qui veulent y croire. Pendant ce temps là, nos patrons se donnent tous les moyens de poursuivre leur business. Alors, pour tous les travailleurs qui ne veulent pas se faire dévorer, la seule perspective - loin des divisions nationalistes - ce sera également de passer par une riposte qui jette les frontières aux orties.

## **Sur la question des retraites Bardella tombe le masque**

Pour tenter de séduire l'électorat des couches populaires, Marine Le Pen avait, entre autres, fait des 60 ans l'horizon d'une retraite pour tout le monde, abandonné depuis. En 2023, avec elle, le RN s'était prononcé contre la réforme Macron qui a porté l'âge légal de départ à 64 ans. Il était même encore question, à l'époque, d'abroger cette réforme Macron si le RN arrivait au pouvoir. Mais avec Bardella, le vent tourne. Interrogé mi-mai par le **Frankfurter Allgemeine Zeitung** : « *Plaidez-vous pour un âge de*

*départ à la retraite plus élevé ?* », il répond : « *Nous sommes en train d'examiner la question* ». Et en affirmant sur LCI, le 28 mai dernier, que « *l'âge de départ ne veut rien dire* », il assume clairement l'idée de supprimer ce seuil d'âge légal, et donc celui du départ à taux plein sans décote, dernier rempart fragile pour les salarié.es les plus modestes ou à carrière incomplète. Les seuls à se réjouir de ce tournant seront le patronat et le monde des affaires. Les milieux modestes qui voulaient voir dans le RN un parti proche de leurs intérêts n'auront plus que leurs yeux pour pleurer.

## **Contre la marche à la guerre Décréter la mobilisation : il y a urgence !**

Si la guerre n'est pas déjà à notre porte, partout, les budgets militaires explosent et partout, même sans être en guerre, les Etats la préparent. En France, début mars, à la base navale de l'île Longue en Bretagne, Macron a annoncé un renforcement de l'arsenal nucléaire de la France, avec pour symbole un nouveau sous marin, l'Invincible. Fin avril, en chef de guerre, il supervisait la fin de l'opération « Orion 26 », un exercice militaire d'entraînement impliquant 12 500 militaires et 20 pays alliés. Fin mai, l'Assemblée a voté à la fois une nouvelle rallonge de 36 milliards au budget de la défense, la mise en place dès juillet du nouveau service national soi-disant « volontaire », et d'une journée obligatoire pour les jeunes de « mobilisation », avec connaissance des armées et sensibilisation aux activités militaires. Sur le mode : « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* », c'est clair, la France n'est pas en reste. Alors, jeunes ou moins jeunes, faisons savoir notre refus de cet engrenage militariste mortifère. Contre la course aux armements, la marche à la guerre et la militarisation, décrétons « notre » mobilisation.

## **Israël : une fuite en avant coloniale Et le monde regarde ailleurs**

En toute impunité, l'État d'Israël piétine les accords de cessez-le feu avec Gaza et le Liban, avec bombardements meurtriers, entraves à l'aide humanitaire, famine à la clé à Gaza. En toute impunité, Israël chasse des populations de leurs terres, dans une logique d'expansion coloniale. C'est l'occupation de plus de 60 % de Gaza, au lieu du retrait progressif prévu lors du cessez-le feu. C'est toujours plus d'implantation de nouvelles colonies en Cisjordanie. En Syrie, à l'annexion depuis 1981 du plateau du Golan, s'est ajoutée, depuis la chute de Bachar El Assad, l'installation de l'armée israélienne sur le versant sud du Mont Hermon. Ces derniers mois, c'est l'occupation du Liban Sud qui est à l'ordre du jour. Jusqu'ici, dans sa guerre génocidaire, Netanyahu a bénéficié de la complicité honteuse de l'essentiel des puissances impérialistes. Mais face à l'extension des opérations de son armée au Liban - qu'elle considère comme son pré-carré - la France a décidé, ces derniers jours, de hausser un peu le ton. Mais sans la moindre sanction à la clé pour empêcher l'État d'Israël de mettre le monde entier devant le fait accompli, comme il le fait depuis toujours.

Internet: <https://npa-revolutionnaires.org/> - FB: NPAREvolutionnairesRouenagglo - Insta: npa.revo.rouen.agglo

Contact par mail: [npa.rouen.communique@gmail.com](mailto:npa.rouen.communique@gmail.com)